
L'identité ethnique et la politique d'intégration sociale au Kazakhstan

Ethnic identity and social integration policy in Kazakhstan

Sanat Kuškumbaev

Traducteur : Vanessa Balci



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/asiecentrale/1517>
ISSN : 2075-5325

Éditeur

Éditions De Boccard

Édition imprimée

Date de publication : 12 décembre 2011
Pagination : 465-469
ISBN : 978-2-84743-041-7
ISSN : 1270-9247

Référence électronique

Sanat Kuškumbaev, « L'identité ethnique et la politique d'intégration sociale au Kazakhstan », *Cahiers d'Asie centrale* [En ligne], 19-20 | 2011, mis en ligne le 01 janvier 2012, consulté le 14 novembre 2019.
URL : <http://journals.openedition.org/asiecentrale/1517>

© Tous droits réservés

L'identité ethnique et la politique d'intégration sociale au Kazakhstan¹

Sanat KUŠKUMBAEV

Les quelque quinze millions d'habitants que compte le Kazakhstan représentent près de 120 *ethnos*² différents, dont 54 forment des groupes de taille relativement importante³. L'histoire de leur apparition sur le territoire de l'actuel Kazakhstan est disparate. Pour certains, comme les Kazakhs, mais aussi les Ouzbeks et les Kirghizes, vivant au Kazakhstan et dans ses régions adjacentes, elle résulte d'un processus d'ethnogenèse. D'autres groupes se sont installés là en grands nombres, de manière volontaire ou forcée, tels les Russes, les Ukrainiens ou d'autres, à la suite de migrations internes à l'empire russe, dont le Kazakhstan faisait alors partie. Leurs descendants vivent dans ce pays depuis plusieurs générations et ils le considèrent naturellement comme leur patrie. D'autres groupes encore, tels les Ouïgours ou les Dounganes, arrivés sur le territoire du Kazakhstan en raison de circonstances historiques particulières, y forment des groupes ethniques assez homogènes.

À l'époque soviétique, de nombreux Allemands, Coréens, Kurdes, Tchétchènes furent déportés au Kazakhstan. Certains sont retournés dans leur patrie d'origine après l'indépendance. Enfin, des vagues de population sont venues s'installer au Kazakhstan dans les années 1950 et 1960, à l'époque des grandes réformes agraires, pour la mise en valeur des terres vierges et l'industrialisation.

La république du Kazakhstan se distingue par le fait qu'elle a un temps servi de vitrine au régime soviétique pour ses programmes sociaux et économiques. Le terme *Kazakhstanais* a fait son apparition dès les années 1970-1980 dans le langage officiel, pour encourager un sentiment de fierté lié à la citoyenneté chez les habitants de cette république multi-ethnique originale.

Sous le régime soviétique, chaque citoyen de l'Union devait nécessairement appartenir à un groupe ethnique. En même temps, le système soviétique exigeait de chacun loyauté envers l'État dans son ensemble, et

¹ Cette note de recherche reprend une communication présentée à une conférence internationale intitulée *Histoire, politique et culture de l'identité en Asie centrale*, organisée par l'IFEAC à Bichkek, les 2 et 3 mai 2007.

² Pour la définition du concept soviétique d'*ethnos* (*ètnos*), voir, par exemple, les remarques de B. Pétric ou de C. Ferret dans le présent volume (NdT).

³ Dont 7,9 millions (53,4 %) de Kazakhs, 4,4 millions (30,0 %) de Russes, 547 000 (3,7 %) Ukrainiens, 353 000 (2,4 %) Allemands de la Volga, 249 000 (1,7 %) Tatars. Les autres minorités ethniques constituent 8,8 % de la population, soit 1,4 million d'habitants.

non envers un groupe ethnique particulier, cette dernière attitude étant taxée de nationalisme et condamnée (Olcott 2003, pp. 73). Depuis la chute de l'Union soviétique, les représentants des divers groupes ethniques présents au Kazakhstan s'intéressent davantage à leur identité ethnique. Depuis 1991 et l'accès du pays à l'indépendance, les questions liées à l'identité ethnique, civile et étatique sont largement débattues dans la société kazakhstanaise.

Dans une première phase qui suivit l'indépendance, beaucoup d'habitants non kazakhs de la république qui, auparavant, s'identifiaient autant à l'Union soviétique qu'à la Russie qu'au Kazakhstan, ont ressenti un profond malaise psychologique. Nombre d'entre eux ne souhaitaient pas que leur appartenance ethnique soit précisée. C'est de cette période que datent les grandes vagues de départ du pays. Dans un contexte de perte des repères sociaux, l'identification ethnique a pris une importance croissante, ainsi que la réappropriation active de la culture, des traditions et des coutumes. Le besoin de s'identifier à un groupe ethnique a largement crû (Ahmetžanova 1998, p. 135).

Jusqu'en 1995, les dirigeants kazakhs ont progressivement introduit dans les textes le principe de la souveraineté de la république. Cette prudence était dictée par les risques réels d'ethnisation des politiques économique et sociale, menace qui préoccupait les élites du Kazakhstan. C'est la raison pour laquelle les prétentions ethnonationales sur le pouvoir central furent, dès le départ, jugées irrecevables dans ce pays-ci. À la différence de plusieurs républiques postsoviétiques, comme par exemple l'Arménie ou le Turkménistan, le Kazakhstan était et resta après 1991 un État multiethnique. Le développement insuffisant de la société civile et son faible niveau d'activité ont creusé le fossé entre velléité et possibilité de former une nation kazakhstanaise unie. Les sondages d'alors reflètent le sentiment de l'opinion publique. En 1995, ils indiquaient que 22,9 % des interrogés étaient « fiers d'être Kazakhstanaï », 40 % « satisfaits de leur citoyenneté » alors que, pour 30,6 % d'entre eux, cela leur était égal (Olcott 2003, p. 76-77).

Les dirigeants kazakhstanaï estimaient que la question de l'intégration multiethnique était cruciale pour la politique intérieure. En effet, le pays ne pouvait devenir un État souverain si la loyauté de ses citoyens était sans cesse remise en cause.

Les groupes ethniques présents au Kazakhstan sont inégaux par leur taille, leur puissance économique et par bien d'autres aspects encore. C'est une des raisons pour lesquelles leurs intérêts divergent au sein de la société kazakhstanaï. Comme le montre A. Khazanov, ceux-ci touchent des domaines aussi variés que : la politique linguistique et éducative de l'État ; l'attitude face aux problèmes démographiques et migratoires ; les questions liées au développement régional et au contrôle des ressources économiques ; les avantages accordés aux minorités (et le débat sur leur nécessaire octroi) ; la représentation au sein des organes législatifs et exécutifs du pouvoir, et même la politique étrangère.

Sur la voie d'une identité citoyenne

Au début des années 1990, un groupe d'experts avait pronostiqué l'éclatement du Kazakhstan selon des lignes de fracture ethniques et avait comptabilisé pas moins de 70 conflits ethniques potentiels dans le pays. Ces pronostics ne se sont pas vérifiés, notamment grâce à l'orientation que prit la politique nationale, encourageant activement la formation d'une identité nouvelle fondée sur la citoyenneté et non sur l'ethnicité. Si l'*ètnos* dominant avait tenté de faire correspondre ses intérêts communautaires avec ceux de l'État et visé une acculturation sociopolitique des minorités ethniques, la situation aurait été beaucoup plus conflictuelle.

Le support fondamental de la politique nationale au Kazakhstan est son accompagnement législatif. La Constitution adoptée en 1995 met l'accent sur l'identité citoyenne des Kazakhs. Les droits du citoyen et les droits de l'homme sont garantis par l'État. Toute discrimination selon « l'origine, la situation sociale, la richesse, le statut, la race, le sexe, la nationalité, la langue, la religion, les convictions, le lieu de résidence... » est interdite. La Constitution stipule également que chacun a le droit d'utiliser sa langue maternelle et sa culture, de choisir la langue dans laquelle il communique, reçoit son éducation et exprime ses goûts artistiques. Ces libertés ne sont limitées que dans le cas où leur expression menace la paix et l'ordre public, ou contrevient à la Constitution. Ainsi, par exemple, sont considérées comme inconstitutionnelles toutes les actions qui portent préjudice à « l'entente entre les nations ». Les associations « dont les objectifs ou les actions visent un changement par la force de l'ordre constitutionnel et attisent la haine sociale, raciale, nationale, religieuse, tribale ou encore la haine des classes sont interdites ». La liberté d'expression est réglementée de la même façon. Ces mesures de sécurité se révèlent justifiées et sont rendues nécessaires par la composition ethnique complexe de la population kazakhstanaise.

Cependant, la pratique politique ne correspond pas toujours à la théorie légaliste. L'élite politique kazakhstanaise s'efforce constamment de trouver un consensus afin de conserver et de raviver l'usage de la langue kazakhe et la culture kazakhe dans le cadre légal existant, tout en essayant de ne pas restreindre les intérêts des groupes ethniques non kazakhs (Ešment 1999).

Bien que les droits de l'homme soient garantis par la Constitution et par la loi, la société et l'État se trouvent confrontés à la question cruciale de la politique d'intégration multiethnique. Comment, aux côtés de l'identité ethnique, créer un modèle attrayant d'identité citoyenne pour la majorité de la population du pays ? La réalisation de cet objectif est entravée par l'apathie de la société civile, l'absence de classe moyenne et la faible politisation de l'opinion publique.

En 1996, une « Conception de la formation de l'identité étatique de la république du Kazakhstan » était adoptée, reflétant une certaine ambiguïté car elle stipulait que : « le développement de l'étaticité du

Kazakhstan dépend de la résolution de questions fondamentales telles que l'intégration économique et humanitaire dans la société mondiale et l'intégration sociale dans l'État national ». L'aspiration à la consolidation de la société kazakhstanaise est conditionnée par la formation d'une nation unie. Le Kazakhstan a choisi comme modèle d'état-citoyenneté l'État-nation fondé sur une communauté de citoyens, alors que, dans un contexte multiethnique, l'identité ethnique reste un facteur important dans le processus de formation d'une identité citoyenne (Ahmetžanova 1998, pp. 132-134).

Il nous apparaît que les relations interethniques au Kazakhstan sont dénuées de caractère conflictuel, mais cela ne veut pas dire pour autant qu'elles sont exemptes d'autres problèmes. Alors que les différentes caractérisations sociales sont soumises à de fortes fluctuations, l'attribution ethnique s'avère beaucoup plus stable. C'est pourquoi elle participe à la construction d'un modèle optimal d'idée nationale, comme base du développement futur de la société kazakhstanaise. Dans la phase actuelle de la construction de l'État, l'idée nationale permettant de consolider la société n'a pas encore été trouvée. Outre les facteurs ethniques, d'autres confessionnels, culturels et économiques entrent en jeu dans la formation de cette idée nationale.

Par ailleurs, la pratique montre que "l'idée kazakhe" ne constitue pas une base solide dans l'identification citoyenne. Entre 1994 et 2003 inclus, à la question « quelle idée pourrait fédérer la nation ? », seuls 3 à 5 % des sondés ont répondu en faveur du rôle intégrateur de l'*ètnos* kazakh. Dans l'identification citoyenne, d'autres facteurs plus fondamentaux ont été invoqués, comme le territoire (pour 20 à 40 % des sondés selon les années) ou l'unité du peuple du Kazakhstan (pour 20 à 30 % des sondés). Les valeurs supra-ethniques priment. D'après les résultats de sondages effectués par l'Association kazakhstanaise des sociologues et politologues, le processus de construction d'un État-nation n'est pas ancré dans la conscience populaire, à cause principalement de l'absence de substrat idéologique. En 2003, entre autres idées caractérisant les représentations des Kazakhstanais quant à leur potentiel de consolidation nationale, ce sont l'indépendance et la souveraineté du Kazakhstan qui venaient au premier plan (pour 40,3 % en moyenne ; 53,4 % parmi les Kazakhs, 27 % parmi les Russes, 34,4 % parmi les autres groupes ethniques)⁴.

De même, la question de l'intégration sociale ne peut plus être reportée derrière d'autres priorités – bien qu'elle ne règle pas définitivement tous les problèmes de cette société multiethnique. La meilleure solution réside, à nos yeux, dans l'articulation constante de ces enjeux, mettant en œuvre des mécanismes légitimes, avec le soutien de la loi et de la Constitution. Les aspirations à l'égalité et à la justice sociale doivent être conditionnées par la prise en compte maximale des intérêts particuliers, le res-

⁴ B. Bekturganova, « Ideâ Kazahstana kak nacional'nogo gosudarstva i ee voplošenie v žizn' », consulté le 01.06.2004 sur <http://www.navi.kz>

pect du principe d'égalité et de justice sociale entre les différents groupes ethniques, le respect de l'égalité dans toutes les sphères de la vie publique et du pouvoir étatique.

Ainsi apparaît-il indispensable de stimuler, de manière variée mais ininterrompue, le sentiment d'appartenance et de fierté citoyenne chez les minorités non kazakhes qui vivent et travaillent au Kazakhstan. Mais il importe également de mener une politique d'intégration interethnique indirecte, par des mesures économiques, sociales et culturelles.

Traduit du russe par Vanessa BALCI

Bibliographie

AHMETŽANOVA G. K.

1998 *Graždanskaâ identifikaciâ i opyt nezavisimoj gosudarstvennosti. Gosudartsvo i političeskie partii: istoriâ i sovremennost'*, Almaty, PNEK, KISI.

ÈŠMENT Beate

1999 « Problemy russkih Kazahstana: ètničnost' ili politika ? », *Diaspory* n° 2-3, pp. 169-187.

OLCOTT M. B.

2003 *Kazahstan: neprojdennyj put'*, Moscou.

Résumé

Dans cette note de recherche, l'auteur aborde la question de la diversité ethnique du Kazakhstan, État où la nationalité (qui peut être soit kazakhe, soit celle d'une des nombreuses minorités présentes dans le pays) est distincte de la citoyenneté (kazakhstanaise) et il expose les principes de la construction d'une identité citoyenne.

Abstract

Ethnic identity and social integration policy in Kazakhstan

In this research note, the author tackles the question of ethnic diversity in Kazakhstan, a state where nationality (either Kazakh or one of the numerous minorities which live in the country) is distinct from citizenship (Kazakhstani) and he outlines the principles of the construction of an identity based on citizenship.

Mots-clés : Kazakhstan, minorités, citoyenneté, identité nationale.

Keywords: Kazakhstan, minorities, citizenship, national identity.